Revivez #LaREF25 - "La France peut-elle rester dans le jeu ?"

Publié le 30 septembre 2025

Avec Gabriel Attal, Jordan Bardella, Manuel Bompard, Bruno Retailleau, Fabien Roussel, Marine Tondelier et animée par Apolline de Malherbe.

Verbatim

Jordan Bardella : "*Si vous chef d'entreprise, vous aviez géré vos sociétés comme le pays est géré depuis huit ans et plus, vous seriez très certainement en liquidation judiciaire.*"

"*Je sais à quel point l'incertitude, l'instabilité du moment, est probablement pour vous le pire boulet attaché au pied de notre nation et au pied de notre pays.*"

"*Je crois qu'on ne sortira de cette impasse et de cette instabilité qu'en revenant devant les Français. Par conséquent, moi, je plaide pour une solution la plus démocratique qui soit, c'est le retour aux urnes, soit par une nouvelle dissolution de l'Assemblée nationale, soit par une nouvelle élection présidentielle. Je ne vois aucune autre solution pour sortir de cette impasse, pour retracer un cap, offrir une vision au pays et remettre le monde économique sur le chemin de la lisibilité et de la stabilité.*"

Marine Tondelier : "*Tout le monde est inquiet. Et ce que ne dit pas M. Bayrou, c'est que qur ce bateau, le capitaine est Emmanuel Macron et que tout l'équipage également est macroniste. Et donc, si la solution, quand ce bateau part à la dérive, c'est de laisser les mêmes aux commandes, ça ne fonctionne pas.*"

Fabien Roussel : "*La France est un beau pays. La France a plein d'atouts. La France a plein de richesses, plein de talents, plein d'énergie. Or, année après année, politique après politique, Gouvernement après Gouvernement, on voit la France s'enfoncer dans la crise, alors que les défis face à nous sont immenses. La guerre est en Europe. On a besoin d'une France forte, une France unie, une France prête à affronter toutes ces situations.*"

"*Certains sont obsédés par les élections. Moi, je suis obsédé par une idée, celle de retrouver une France qui a un cap et surtout avoir un changement de politique. C'est pour ça que nous présentons un pacte d'avenir pour la France avec des propositions.*"

Manuel Bompard : "*Les difficultés sociales, économiques, écologiques, démocratiques, internationales sont déjà là aujourd'hui. On a atteint dans notre pays un record historique de pauvreté pour la première fois depuis des années, les émissions de gaz à effet de serre repartent à la hausse. Il y a des records dans les faillites des entreprises, etc. La politique de l'offre montre à quel point elle nous conduit dans le mur.*"

Bruno Retailleau : "*On est arrivé au bout d'un système. On ne peut plus vivre dans un système social, étatiste, c'est tout !*"

"*Je me souviens de la phrase de Ronald Reagan, qui disait il y a plus de 20 ans, "en France tout ce qui bouge on le taxe ce qui bouge encore on le réglemente et ce qui ne bouge plus du tout on le subventionne", on en est là.*"

"*Il faudra impérativement dire la vérité aux Français.*"

Fabien Roussel : "*Vous avez dénoncé l'Etat providence, qui nous protégeait, l'Etat qui planifiait. Vous avez tapé dessus et vous avez aujourd'hui un Etat affaibli. Vous avez des services publics affaiblis et vous avez des Français épuisés, parce qu'ils sont menacés dans leur vie à cause des narco trafics, à cause de l'insécurité, menacés dans leur santé, parce que les hôpitaux ferment. C'est bien la raison pour laquelle on a besoin de changer de paradigme, parce que vous avez appauvri la nation.*"

Gabriel Attal : "*Je ne supporte plus entendre parler de cadeaux aux patrons, quand on parle des baisses d'impôts. C'est une méconnaissance totale de la situation économique internationale aujourd'hui et de la compétition à laquelle nos entreprises font face à l'international. L'entreprise, ce n'est pas un patron, c'est une équipe où chacun est à sa place et chacun avance ensemble. Vous voulez leur ajouter des boulets aux pieds en augmentant leurs impôts, en augmentant leurs taxes pour augmenter la dépense publique.*"

Marine Tondelier : "*La première chose que j'entends sans cesse est que l'argent public est de plus en plus rare et qu'il faut agir sur la dette. Mais j'ai l'impression que l'argent public est rare pour tout le monde, sauf pour les aides aux entreprises.*"

"*Dire que la vie d'agriculteur est dure, c'est vrai, c'est le métier qui a le plus de suicides dans ce pays. Je suis une petite fille d'agriculteur, je suis très sensible à cette détresse. Mais pourquoi c'est toujours les plus gros agriculteurs qui touchent le plus d'aide publique ?*"

Jordan Bardella : "*Je suis très étonné de vous voir applaudir des gens qui ont fait 1200 milliards d'euros de dette en 10 ans dans notre pays.*"

"*Baisser la dépense publique et réduire les coûts de fonctionnement de l'Etat, c'est vital, mais ce n'est pas suffisant.*"

"*Et je m'étonne un peu de voir que lorsqu'on propose aux Français qui travaillent de se serrer la ceinture, il n'y a aucun projet derrière.*"

Manuel Bompard : "*Même François Hollande a succombé à la politique de l'offre.*"

"*Cela fait des années que nous défendons ce qu'on appelle un protectionnisme solidaire, une manière de faire en sorte de protéger notre tissu économique d'une forme de concurrence déloyale.*"

Gabriel Attal : "*Le fait qu'on ait un taux de chômage au plus bas depuis 30 ou 40 ans, ce n'est pas tombé du ciel. Si le chômage a baissé, c'est parce qu'il y a des entrepreneurs, qui ont pu embaucher et investir, parce qu'on a baissé l'impôt sur les sociétés, créer la flat taxe.*"

"*La France ne restera pas dans le jeu sans une Europe forte et l'Europe ne restera pas dans le jeu sans une France forte.*"

Marine Tondelier : "*Les énergies renouvelables, c'est 100000 emplois dans ce pays. On n'a pas d'autre choix que de s'y coller et je ne comprends pas qu'on n'en soit pas capable aujourd'hui, parce que la Chine est en train de prendre de l'avance.*"

Bruno Retailleau : "*Je n'ai pas demandé de moratoire sur les énergies renouvelables. Puisque désormais ces technologies sont au niveau du prix du marché, qu'on arrête de les subventionner.*"

"*En France, nous avons l'électricité la plus décarbonée au monde. Et cela grâce au nucléaire.*"

Manuel Bompard : "*Evidemment qu'il faut conforter notre modèle social et continuer à le développer.*"

"*Je refuse catégoriquement la logique qui consiste à penser que le problème aujourd'hui, c'est qu'il y aurait en quelque sorte une horde de travailleuses et des travailleurs qui ne voudraient pas travailler. Aujourd'hui, en France, il y a un emploi non pourvu pour 26 personnes qui recherchent un emploi. Donc essayez de faire croire que la difficulté aujourd'hui du chômage, c'est le fait qu'il y a des gens qui ne voudraient pas travailler, ça ne correspond pas à la réalité économique du pays.*"

Fabien Roussel : "*Le bonheur commun doit rester un idéal et nous considérons, nous, que pour reconstruire cette France des jours heureux, cette France du bonheur commun, le travail doit être mis au cœur du projet de société, au cœur de la reconstruction de la France.*"

"*Nous ne produirons pas des richesses sans salariés, sans chefs d'entreprise, sans investissements, sans capitaux et sans investissements publics, nous avons besoin de produire beaucoup plus de richesses et de produire en France, de renouer avec une France des bâtisseurs et de redonner confiance aux travailleurs.*"

"*On est passé de 12 salariés au SMIC à 17 salariés aujourd'hui, mais qui peut vivre décemment avec un Smic dans notre pays tellement il est bas !*"

"*Le travail doit nous permettre de vivre et de vivre dignement.*"

"*La plupart des PME ont la plus petite portion des ailes publiques et donc nous ce que l'on souhaite c'est qu'on accorde une aide aux entreprises en fonction des engagements qu'elles prennent.*"

"*Soyons offensifs, conquérants, regardons devant nous !*"

Jordan Bardella : "*Je pense qu'il faut que l'Etat s'occupe de ses domaines régaliens et que la France dans son ensemble, réapprenne à aimer ceux qui créent, qui innovent, qui prennent des risques.*"

"*On pourrait mettre en place un fonds souverain, créer un véhicule d'investissements de plusieurs dizaines, voire centaines, de milliards d'euros, garanti par l'Etat, pour que les français qui le souhaitent, non seulement soient actionnaires de la maison France, mais qu'ils soient propriétaires de notre pays.*"

"*La France a peut-être les meilleurs joueurs du monde, mais elle est entraînée par des ânes.*"

Bruno Retailleau : "*Il y a 25 ans, un Allemand et un Français avaient le même niveau de vie par habitant. La différence aujourd'hui est de 7 000 €.*"

"*Si on veut reconstruire une prospérité collective, qui va nous donner du pouvoir d'achat, ce n'est pas des chèques en bois de l'Etat, des transferts sociaux, alors qu'on n'a plus les moyens de les donner, c'est au contraire la création de richesses, qui va nous permettre d'améliorer le niveau de vie.*"

"*Je ne tiens pas de discours catastrophistes. Quand on voit l'Espagne, le Portugal, la Grèce, même l'Irlande fait quelques très bonnes décisions politiques. En quelques années, un pays se relève. Avec les entrepreneurs que nous avons en France. On voit ce qu'ils font, alors qu'ils ont des semelles de plomb. Croyez-moi, il faut très peu de choses pour déverrouiller les choses et regardez tous ces pays que j'ai cités, aucun n'a choisi l'économie administrée, tous ont choisi la liberté.*"

Marine Tondelier : "*Ce qui a tiré la croissance, c'est La consommation. Du coup, on voit bien que l'argent qui est mis pour augmenter les salaires, lui, ruisselle.*"

"*On peut créer des richesses, mais comment on les répartit ?*"

Gabriel Attal : "*On aura besoin de se parler tous, si on veut donner un budget à la France pour la fin de l'année.*"

"*Mais ce qui mine le bonheur et ce qui mine le travail, ce n'est pas un Smic trop haut. En France, il est plus haut que chez la plupart de nos voisins. C'est le fait que les gens restent tankés au Smic pendant quasiment toute leur vie pour certains. Parce que, pour un chef d'entreprise, augmenter un salarié au Smic de 100 €, ça lui coûte 400 €, parce que les charges sont trop élevées.*"

"*La solution, ce n'est pas moins d'Europe. La solution, c'est d'avoir une vraie union des marchés de capitaux en Europe.*"

Bruno Retailleau : "*Vous avez aujourd'hui au chômage 420000 étrangers en situation régulière. Je préfère qu'on qualifie ces hommes et ces femmes, qui n'ont pas triché pour venir chez nous, plutôt qu'on régularise des clandestins.*"

Jordan Bardella : "*Mon modèle de société, ce n'est pas le droit à la paresse. Je pense que la France, elle, s'est construite sur l'idée du travail, et donc, si demain on veut remettre le pays sur les rails, si demain on veut relancer l'arrêté économique, alors il faut effectivement plus de liberté pour nos chefs d'entreprise. Mais notre modèle social ne pourra pas être stable à l'avenir, s'il est ouvert à la terre entière.*"

Manuel Bompard : "*Il est évident que, parfois, il y a des amendements qui peuvent être déposés par les uns et soutenus par d'autres, et qui deviennent majoritaires. Il n'y a pas besoin d'inventer le fait que les formations politiques devraient travailler ensemble.*"

Fabien Roussel : "*Nous avons besoin de travailler ensemble et de trouver des solutions à la crise dans laquelle nous sommes, et personne ne peut dire c'est Moi le Premier ministre et ce sera mon programme, rien que mon programme et tout mon programme, ni dire c'est moi ou le chaos, parce que ça, c'est conduire la France à l'impasse. Donc, nous devons avoir l'esprit ouvert, la volonté de dialoguer entre nous et de trouver les moyens d'avancer ensemble.*"

Marine Tondelier : "*Le Rassemblement national, c'est une boule à facette. Alors, ils envoient toujours le rayon de lumière qui va bien. Devant les patrons, ils disent cela, devant les ouvriers, ils disent l'inverse. C'est ce qu'on appelle du populisme.*"

Jordan Bardella : "*Tant qu'on fera des accords politiciens au deuxième tour, qui ne servent à rien sinon à bloquer le pays juste pour empêcher un mouvement politique d'arriver au pouvoir, alors on désespèrera les Français.*"

Bruno Retailleau : "*Les succès économiques, ce n'est pas des succès matériels, ça vient des valeurs qu'on partage, le sens de l'effort, le respect pour les autres, le sens de l'équipe, le goût pour l'esprit d'entreprise.*"

Gabriel Attal : "*Il faudra une réinvention, une rupture, parce que le monde a changé. Il faudra cette rupture et ce changement majeur et on a commencé à esquisser un certain nombre de propositions. Maintenant, je l'ai dit, l'enjeu de court terme, c'est que la France ait un budget avant le 31 décembre.*"

Pour aller plus loin

Dette abyssale, inégalités, tensions sur le marché du travail, systèmes de protection sociale en grande difficulté, déclassement de notre système éducatif, perte de compétitivité et d'influence sur la scène géopolitique… La France, au cœur de l'Europe, fait face à des défis multiples, qui suscitent une attention particulière de la part de la communauté internationale. Les réformes structurelles, nécessaires pour redresser le pays, sont régulièrement évoquées, mais toujours retardées. Pourtant, il y a urgence ! La France saura-t-elle enfin faire les choix nécessaires pour redresser la barre et retrouver toute sa place dans le concert des nations ? Surtout, les Français sont-ils prêts à supporter les efforts nécessaires ? A l'approche des prochaines échéances électorales, les responsables politiques

sauront-ils les convaincre, sans artifices, ni complaisance ? Et peut-on attendre encore deux ans avant de vraiment changer de trajectoire ou sommes-nous dans le « *money time* » ?

Quand les difficultés s'accumulent

La France ne cesse de décrocher. L'économie française est désormais reléguée au 7e rang mondial. La croissance est au plus bas, les faillites d'entreprises s'envolent et la réindustrialisation tarde à se concrétiser. Le déficit commercial atteint 81 milliards d'euros, la France n'est qu'au 24ème rang pour la richesse par habitant et le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté ne cesse de progresser. A cela s'ajoute la faillite de l'Etat-providence, avec un système de santé et système éducatif de moins en moins efficients, un déficit croissant de nos régimes de retraite. Sur le plan social, on note une montée des inégalités et un fossé qui se creuse entre les métropoles et les zones rurales ou périurbaines, avec un sentiment de non-représentation et de frustration des classes populaires face à un gouvernement jugé éloigné de leurs préoccupations. Comme si tout cela ne suffisait pas, la dette publique explose. Elle atteignait fin 2024 3305,3 milliards d'euros, soit 113.2 % du PIB selon le baromètre Elabe. Le service de la dette représente de ce fait une part importante du budget de l'État, ce qui prive d'autres secteurs essentiels (éducation, santé, infrastructure) des ressources nécessaires à leur développement. Et tout cela sans compter sur la nécessaire adaptation au changement climatique, qui impacte de plus en plus le pays, comme en témoigne l'épisode caniculaire de juin dernier. Atteindre, comme promis, la neutralité carbone d'ici 2050 va demander des investissements colossaux.

On le voit, tous les clignotants sont au rouge, les problèmes de la France sont multiples et interconnectés et ne pourront être résolus sans des réformes audacieuses et courageuses dans des domaines essentiels comme l'emploi, la fiscalité, l'éducation, la transition écologique et la solidarité sociale. La France doit également surmonter une crise de confiance qui paralyse son système politique et ses institutions. Répondre à ces défis avec efficacité est devenu crucial.

Urgences économiques…

Alors, comment faire rebondir la France ? Comment organiser le financement de l'économie face à un endettement massif ? Comment rendre nos entreprises plus compétitives ? Comment contrôler l'inflation et redonner du pouvoir d'achat ? Comment apaiser les tensions sociales ? Dans le contexte d'incertitudes géopolitiques et économiques mondiales actuel, la réponse n'est pas simple et la tentation peut être grande de naviguer à vue ! Pourtant ce n'est pas la solution. Certes, la question de la dette n'est pas facile. Toutes les théories circulent sur le sujet et certains économistes estiment même que la dette n'est pas un mal et que l'on peut continuer de la creuser indéfiniment ! Quoi qu'il en soit comment réduire cet endettement et en même temps assumer le coût de la transition écologique ? Surtout, quelle trajectoire rigoureuse adopter pour retrouver une croissance forte et durable, sans laquelle rien ne sera possible ? Comment augmenter le pouvoir d'achat en assurant une autre répartition entre profits et salaires ? Comment initier enfin une vraie révolution industrielle ?

Pour le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, comme pour le président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici, l'heure de vérité a sonné d'une vraie stratégie budgétaire de redressement, car, « *un pays endetté est un pays paralysé* ». Pour redresser ses finances, « *la France doit donc consentir des efforts très exigeants dès 2026* », estime la Cour des comptes dans son dernier rapport annuel. Elle estime à près de 105 milliards d'euros les efforts nécessaires (économies de dépenses ou recettes supplémentaires) pour ramener le déficit public sous les 3 % du PIB en 2029, comme l'ambitionne le gouvernement. Pour Pierre Moscovici, cela revient à un « *choix entre l'effort volontaire maintenant et l'austérité subie demain* ». Dans le même ordre d'idées, le gouvernement de François Bayrou a prévu un effort budgétaire de plus de 40 milliards en 2026. La mise en place de réformes structurelles nécessaires au redressement de la France ne se fera pas sans sacrifices. Dans le contexte actuel, les Français sont-ils prêts à l'admettre et à l'accepter ?

… Mais obstacles sociaux

Pour indispensables qu'elles soient, les réformes sont généralement perçues comme des menaces pour le confort acquis et les droits sociaux. Les Français ont, en effet, une longue histoire de résistances sociales face aux réformes et la France est connue pour sa capacité à mobiliser la société civile et les syndicats contre des changements impopulaires. Depuis plusieurs années, les Français se montrent de plus en plus sceptiques à l'égard des politiques publiques, de droite comme de gauche. Promesses non tenues et impression de non prise en compte de leurs difficultés quotidiennes ne font qu'aggraver la défiance des citoyens vis-à-vis des politiques. À cela s'ajoute la dégradation actuelle de la situation économique, qui nourrit un sentiment de décrochage social. Dans ce contexte, comment accepter des réformes qui rendront inévitablement dans un premier temps la vie plus difficile ? D'après un récent sondage Odoxa, si 83 % des Français sont pessimistes sur l'avenir de la situation économique, seuls 4 sur 10 estiment indispensable de demander des efforts à la population et plus des trois quarts rejettent, par exemple, l'idée d'une baisse des pensions ou des remboursements de santé. De la même façon, 67 % des personnes interrogées ne veulent pas d'une augmentation du temps de travail. Des efforts apparaissent certes nécessaires aux Français…mais ils préfèrent « *qu'ils soient demandés aux autres* » ! Alors, comment faire ? En fait, les Français ne sont pas entièrement hostiles à l'idée de réformes, mais ils veulent être certains que ces réformes soient justes et équilibrées et qu'un effort proportionnel soit demandé à chacun. Ils attendent des réformes qui ne fassent pas que couper dans les dépenses publiques, mais qui renforcent également la compétitivité et l'efficacité du pays avec une amélioration du service public, une lutte plus efficace contre les inégalités sociales et une politique économique favorisant l'innovation et la croissance. Selon Olivier Redoulès, directeur des études chez Rexecode, « *la France dispose de tous les atouts pour se réinventer et le relèvement peut être spectaculaire et rapide. Mais, le salut de la France ne peut venir que des Français et l'heure est plus que jamais au rassemblement* ».

Réformes ou immobilisme ?

La France se trouve à un carrefour décisif, où la mise en place des réformes nécessaires semble inévitable. Mais leur réalisation dépendra de plusieurs facteurs : la capacité du gouvernement à convaincre et à mobiliser, le soutien ou l'opposition des citoyens, ainsi que le climat politique général. Les échéances électorales qui se profilent pourraient jouer un rôle décisif, car tout va dépendre de l'aptitude des différents partis en présence à proposer des programmes crédibles et consensuels, qui puissent concilier efficacité économique et justice sociale. Mais sauront-ils le faire ? Et même si c'est le cas, le pays peut-il encore supporter deux années d'attente et d'inaction ? La procrastination ne risque-t-elle pas de mener à un renforcement du populisme et à une contestation croissante ?